



PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI-BICPE-BD

Arrêté préfectoral imposant des mesures d'urgence à la société T.R.P. pour son établissement situé à SECLIN

Le préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord,
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses livres I, II et V ;

Vu les articles L512-20 et R512-69 du code de l'environnement ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 mai 1997 autorisant la société SELVA à créer un centre de valorisation de déchets de bois sur le territoire de la commune de SECLIN ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 février 2017 portant délégation de signature à M. Olivier GINEZ, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le récépissé du 2 juin 2014 donnant acte de la reprise de l'exploitation du site SELVA à SECLIN, par la société T.R.P ;

Vu le bilan d'intervention du CODIS 59 établi sur l'application SYNERGIE du portail ORSEC en date du 24 février 2017 ;

Vu la visite de l'inspection des installations classées en date du 24 février 2017 ;

Vu le rapport en date du 3 mars 2017 du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'incendie précité et ses conséquences présentent des risques immédiats pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant n'a pas terminé l'analyse des causes de l'incendie survenu le 23 février 2017 dans le bâtiment ECO-MOBILIER, anciennement exploité par la société SELVA ;

Considérant l'environnement sensible du site matérialisé par les stockages de bois broyés en mitoyenneté directe avec le bâtiment incendié ;

Considérant que le caractère d'urgence apparaît incompatible avec une présentation devant le CODERST et que, dès lors, il est utile de prescrire ces mesures d'urgence sans solliciter son avis en application des dispositions de l'article L512-20 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1

La société TRP dont le siège social est situé rue de la sucrerie à SECLIN (59113), ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation des installations situées à la même adresse.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Article 2 – Rapport d'accident

Un rapport d'accident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées au plus tard le 17 mars 2017. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme.

Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.

Article 3 – Gestion des déchets liés au sinistre

Les déchets produits par le sinistre sont évacués vers une installation autorisée à recevoir les-dits déchets. Les eaux d'extinction d'incendie confinées sur site sont gérées comme les déchets.

En complément, l'exploitant procède au nettoyage du bassin de confinement et des réseaux de collecte et d'évacuation des eaux pluviales.

Les justificatifs des opérations d'élimination des déchets et de curage des ouvrages de gestion des eaux seront transmis dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 – Périmètre de sécurité

L'exploitant met en place sans délai un périmètre de sécurité suffisant autour du bâtiment, à l'intérieur et à l'extérieur du site, pour garantir l'absence de risque pour le personnel et les tiers en cas d'effondrement ou d'envol d'éléments de structure (tôles encore en place). Cette zone sera matérialisée et interdite d'accès à toute personne non autorisée. Ce périmètre de sécurité est instauré sans tenir compte d'une direction prévisionnelle d'effondrement et couvre toutes les directions autour du bâtiment.

Article 5 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions précisées à l'article L.171-8 du code de l'environnement

Article 6 – Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Ce recours administratif prolonge de deux mois le recours contentieux.

- soit gracieux, adressé à M. le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX,
- soit hiérarchique, adressé à Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

En outre, cette décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Lille :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un **délai de deux mois** à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de quatre mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 7 – Décision et notification

Le Secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maire de SECLIN,
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

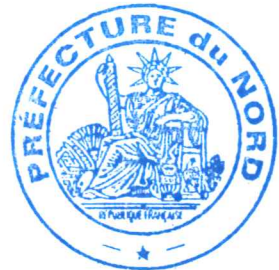
- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de SECLIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Fait à Lille, le **15 MARS 2017**

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint



Olivier GINEZ





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Affaire suivie par Benoît DEVIN

Tél. : 03.20.30.54.72

Fax : 03.20.30.53.71

pref-environnement-prefecture-du-
nord@nord.gouv.fr

Lille, le 14 MAR 2017

Lettre recommandée avec A.R.

Monsieur le Directeur,

Je vous adresse, sous ce pli, copie de l'arrêté préfectoral vous imposant des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de votre établissement situé à Santes.

Je vous serais obligé de bien vouloir me retourner, aussitôt que possible, daté et signé, l'accusé de réception ci-joint.

Dans ce cadre, un contrôle inopiné sur le rejet d'eaux industrielles en sortie de votre station de lavage de citernes de Santes a été réalisé le 11 octobre 2016 par les services de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

La présence de tébuconazole et de prothioconazole a été mise en évidence.

En outre, plusieurs dépassements des valeurs limites des concentrations de polluants fixées par l'arrêté préfectoral du 12 septembre 1996 vous autorisant à exploiter une installation de lavage intérieur de citernes ont été constatés, à cette occasion.

Il s'agit des paramètres azote global, sulfates, chlorures, couleur, tébuconazole et prothioconazole.

Compte tenu du fait que les quatre premiers paramètres précités ont déjà fait l'objet d'écarts par le passé, j'attire votre attention sur la nécessité de mettre fin à ces dépassements.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'assurance de ma vive considération.

*Je suis ravi de compter sur votre confiance et
sur le bon accueil de vos services*

Monsieur le Directeur de la société
XPO TANK CLEANING NORD
FRANCE
Les Pierrelles
BP 93 - BEAUSEMBLANT
26241 SAINT-VALLIER-SUR-
RHONE CEDEX

Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général Adjoint

Olivier GINEZ

Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent que vous pouvez exercer en vous adressant à la préfecture du Nord.

12, rue Jean sans Peur - CS 20003 - 59039 LILLE CEDEX
Tél. : 03.20.30.59.59 - Fax : 03.20.57.08.02 -
Horaires d'ouverture et modalités d'accueil disponibles sur le site : www.nord.gouv.fr